



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 17 ΦΕΒΡΟΥΑΡΙΟΥ 1981

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
42

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

N.1129. Περί κυρώσεως τοῦ εἰς Στρασβοῦργον τὴν 17ην Μαρτίου 1978 ὑπογραφέντος Προσθέτου Πρωτοκόλλου εἰς τὴν Εὐρωπαϊκὴν Σύμβασιν Δικαστικῆς συνδρομῆς ἐπὶ ποινικῶν ὑποθέσεων. 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

139. Περί ἐγκρίσεως συστάσεως εὐαγτοῦ ἐκκλησιαστικοῦ ἱεροῦχου ἐπὶ τὴν ἐπωνυμίαν «**ΙΔΡΥΜΑ ΧΡΟΝΙΩΣ ΠΑΣΧΟΝΤΩΝ — Η ΠΛΑΤΥΤΕΡΑ**» καὶ κυρώσεως τοῦ Ὁργανισμοῦ αὐτοῦ. 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1129

Περί κυρώσεως τοῦ εἰς Στρασβοῦργον τὴν 17ην Μαρτίου 1978 ὑπογραφέντος Προσθέτου Πρωτοκόλλου εἰς τὴν Εὐρωπαϊκὴν Σύμβασιν Δικαστικῆς συνδρομῆς ἐπὶ ποινικῶν ὑποθέσεων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐψηφίσαντο ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς ἀπεφασίσαντες:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυρεῖται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου τὸ εἰς Στρασβοῦργον τὴν 17ην Μαρτίου 1978 ὑπογραφέν Προσθέτον Πρωτόκολλον εἰς τὴν Εὐρωπαϊκὴν Σύμβασιν Δικαστικῆς συνδρομῆς ἐπὶ ποινικῶν ὑποθέσεων, τοῦ ὁποῖου τὸ καίμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

**PROTOCOLE ADDITIONNEL
A LA CONVENTION EUROPÉENNE
D' ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE
PENALE**

Les Etats membres du Conseil de l' Europe, signataires du présent Protocole,

Désireux de faciliter l'application en matières d'infractions fiscales de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale ouverte à la signature à Strasbourg le 20 avril 1959 (ci-après dénommée «La Convention»);

Considérant également qu' il est opportun de compléter ladite Convention à certains autres égards,

Sont convenus de ce qui suit :

TITRE I

Article 1er

Les Parties Contractantes n' exerceront pas le droit prévu à l' article 2.a de la Convention de refuser l'entraide judiciaire pour le seul motif que la demande se rapporte à une infraction que la Partie requise considère comme une infraction fiscale.

Article 2

1. Dans le cas où une Partie Contractante s' est réservé la faculté de soumettre l' exécution des commissions rogatoires aux fins de perquisition ou saisie d' objets à la condition que l' infraction motivant la commission rogatoire soit punissable selon la loi de la Partie requérante et de la Partie requise, cette condition sera remplie en ce qui concerne les infractions fiscales, si l' infraction est punissable selon la loi de la Partie requérante et correspond à une infraction de même nature selon la loi de la Partie requise.

2. La demande ne pourra être rejetée pour le motif que la législation de la Partie requise n' impose pas le même type de taxes ou impôts, ou ne contient pas le même type de réglementation en matière de taxes et impôts, de douane et de change que la législation de la Partie requérante.

TITRE II

Article 3

La Convention s' appliquera également :

a. à la notification des actes visant l' exécution d' une peine, le recouvrement d' une amende ou le paiement des frais de procédure ;

b. aux mesures relatives au sursis au prononcé d' une peine ou à son exécution, à la libération conditionnelle, au renvoi du début d' exécution de la peine ou à l' interruption de son exécution.

TITRE III

Article 4

L' article 22 de la Convention est complété par le texte suivant, l' article 22 original de la Convention constituant le paragraphe 1 et les dispositions ci - après le paragraphe 2 :

«2. En outre, toute Partie Contractante qui a donné les avis précités communiquera à la Partie intéressée, sur sa demande, dans des cas particuliers, copie des sentences et mesures dont il s' agit, ainsi que tout autre renseignement s' y référant, pour lui permettre d' examiner si elles requièrent des mesures sur le

plan interne. Certe communication se fera entre les Ministères de la Justice intéressés».

TITRE IV

Article 5

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l' Europe qui ont signé la Convention. Il sera soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d' acceptation ou d' approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe.

2. Le protocole entrera en vigueur 90 jours après la date du dépôt du troisième instrument de ratification d' acceptation ou d' approbation.

3. Il entrera en vigueur à l' égard de tout Etat signataire qui le ratifiera, l' acceptera ou l' approuvera ultérieurement 90 jours après la date du dépôt de son instrument de ratification, d' acceptation ou d' approbation.

4. Un Etat membre du Conseil de l' Europe ne peut ratifier, accepter ou approuver le présent Protocole sans avoir simultanément ou antérieurement ratifié la Convention.

Article 6

1. Tout Etat qui a adhéré à la Convention peut adhérer au présent Protocole après l' entrée en vigueur de celui - ci.

2. L' adhésion s' effectuera par le dépôt, près la Secrétaire Général du Conseil de l' Europe, d' un instrument d' adhésion qui pendra effet 90 jours après la date son dépôt.

Article 7

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s' appliquera le présent Protocole.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l' application du présent Protocole, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l' Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l' Europe. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général de l' Europe.

Article 8

1. Les réserves formulées par une Partie Contractante concernant une disposition de la Convention s' appliqueront également au présent Protocole, à moins que cette Partie n' exprime l' intention contraire au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion. Il en sera de même pour les déclarations faites en vertu de l' article 24 de la Convention.

2. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion, déclarer qu' il se réserve le droit :

a. de ne pas accepter le Titre I, ou de l'accepter seulement en ce qui concerne certaines infractions ou catégories d'infractions visées par l'article 1, ou de ne pas exécuter les commissions rogatoires aux fins de perquisition ou saisie d'objets en matière d'infractions fiscales ;

b. de ne pas accepter le Titre II ;

c. de ne pas accepter le Titre III ;

3. Toute Partie Contractante qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

4. Une Partie Contractante qui a appliqué au présent Protocole une réserve formulée au sujet d'une disposition de la Convention ou qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition du présent Protocole ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie Contractante ; toutefois elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

5. Aucune autre réserve n'est admise aux dispositions du présent Protocole.

Article 9

Les dispositions du présent Protocole ne font pas obstacle aux règles plus détaillées contenues dans les accords bilatéraux ou multilatéraux conclus entre des Parties Contractantes en application de l'article 26, paragraphe 3, de la Convention.

Article 10

Le Comité Européen pour les Problèmes Criminels du Conseil de l'Europe suivra l'exécution du présent Protocole et facilitera autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté à laquelle l'exécution du Protocole donnerait lieu.

Article 11

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Protocole en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

3. La dénonciation de la Convention entraîne automatiquement la dénonciation du présent Protocole.

Article 12

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la Convention :

a. toute signature du présent Protocole ;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

c. toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément à ses articles 5 et 6 ;

d. toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 7 ;

e. toute déclaration reçue en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 8 ;

f. toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 8 ;

g. le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 8 ;

h. toute notification reçue en application des dispositions de l'article 11 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 17 mars 1978, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΕΠΙ ΑΜΟΙΒΑΙΑΣ ΔΙΚΑΣΤΙΚΗΣ ΑΡΩΓΗΣ ΕΠΙ ΠΟΙΝΙΚΩΝ ΥΠΟΘΕΣΕΩΝ

Τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἀτινα ὑπογράφουν τὴν παρούσαν Σύμβαση,

Ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των νὰ διευκολύνουν τὴν ἐφαρμογὴν ἐπὶ θεμάτων φορολογικῶν παραβάσεων τῆς Συμβάσεως Ἀμοιβαίας Δικαστικῆς Ἀρωγῆς ἐπὶ Ποινικῶν Ὑποθέσεων, ἀνοικτῆς πρὸς ὑπογραφοὺς ἐν Στρασβούργῳ ἀπὸ 20ῆς Ἀπριλίου 1959 (καὶ καλουμένης ἐν τοῖς ἐφ' ἑξῆς «ἡ Σύμβασις»),

Κρίνοντα ὁμοίως ὅτι εἶναι σκόπιμος ἡ συμπλήρωσις τῆς Συμβάσεως ἀπὸ ὁρισμένων ἄλλων ἀπόψεων,
Συνεφώνησαν ὅτι ἔπειται :

ΤΙΤΛΟΣ I

Ἄρθρον 1.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δὲν θὰ ἀσχοῦν τὸ ἐν ἄρθρῳ 2ῳ τῆς Συμβάσεως προβλεπόμενον δικαίωμα ἀρνήσεως τῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς ἐπὶ μόνῳ τῷ λόγῳ ὅτι ἡ αἵτησις ἀναφέρεται εἰς παράβασιν ἣν τὸ πρὸς ὃ ἡ αἵτησις Μέρους θεωρεῖ ὡς φορολογικὴν παράβασιν.

Ἄρθρον 2.

1. Εἰς τὴν περίπτωσιν ἐν Συμβαλλόμενον Μέρους ἔχει ἐπιφυλάξει εἰς ἑαυτὸ τὴν εὐχέρειαν νὰ ἐκτελῇ τὰς δικαστικὰς παραγγελίας περὶ διεξαγωγῆς ἐρευνῶν ἢ κατασχέσεως ἀντικειμένων ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ εἰς τὴν ἀφορᾷ ἡ δικαστικὴ παραγγελία παράβασις δέον νὰ εἶναι τιμωρητέα βάσει τοῦ δικαίου τούτου τοῦ αἰτούντος Μέρους ὅσον καὶ τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἵτησις Μέρους, τότε ὁ ὅρος οὗτος θὰ πληροῦται ἐν σχέσει μὲ φορολογικὰς παραβάσεις, ὡσάκις ἡ παράβασις εἶναι τιμωρητέα κατὰ τὸ δίκαιον τοῦ αἰτούντος Μέρους καὶ ἀντιστοιχεῖ εἰς παράβασιν τῆς αὐτῆς φύσεως κατὰ τὸ δίκαιον τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἵτησις Μέρους.

2. Ἡ αἵτησις δὲν δύναται νὰ ἀπορριφθῇ ἐπὶ μόνῳ τῷ λόγῳ ὅτι ἡ νομοθεσία τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἵτησις Μέρους δὲν ἐπιβάλλει παρομοίου τύπου φόρου ἢ δασμοῦς, ἢ δὲν περιέχει τὸν αὐτὸν τύπον κανονιστικῶν διατάξεων ἐπὶ θεμάτων φόρων καὶ δασμῶν, τελωνείου καὶ συναλλαγμάτων, μὲ τὴν νομοθεσίαν τοῦ αἰτούντος Μέρους.

ΤΙΤΛΟΣ II

Ἄρθρον 3.

Ἡ Σύμβασις ἐφαρμόζεται ὁμοίως :

α) ἐπὶ τῆς κοινοποιήσεως πράξεων σκοποῦσῶν εἰς τὴν ἐκτέλεσιν ποινῆς, εἰσπραξίν προστίμου ἢ πληρωμὴν δικαστικῶν δαπανῶν,

β) ἐπὶ μέτρων σχετικῶν μὲ τὴν ἀναστολὴν ἀπαγγελίας τῆς ποινῆς ἢ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς, τὴν ὑπὸ ὅρους ἀποφυλάκισιν, τὴν ἀναβολὴν τῆς ἐνάρξεως ἐκτίσεως τῆς ποινῆς ἢ τὴν διακοπὴν ἐκτελέσεώς της.

ΤΙΤΛΟΣ III

Ἄρθρον 4.

Τὸ ἄρθρον 22 τῆς Συμβάσεως συμπληροῦται μὲ τὸ ἀκόλουθον κείμενον, τοῦ ἄρχικοῦ ἀρθροῦ 22 τῆς Συμβάσεως ἀπο-

τελούντος πλέον την 1ην παράγραφον, τῶν δὲ κατωτέρω διατάξεων αποτελουσῶν τὴν 2αν Π. ἀρχήν:

«2. Ἐξ ἄλλου, πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος τὸ ὁποῖον ἔχει προεῖν εἰς τὰς προαναφερομένας γνωστοποιήσεις, θὰ κοινοποιῇ εἰς τὸ ἐνδιαφερόμενον Μέρος, τῇ αἰτήσῃ του, εἰς εἰδικὰ περιπτώσεις, ἀντίγραφον τῶν περὶ ὧν πρόκειται ἀποφάσεων καὶ μέτρων, ὡς καὶ πᾶσαν ἄλλην σχετικὴν πληροφορίαν, ὥστε νὰ δυνθῇ τοῦτο νὰ ἐξετάσῃ ἐὰν ἀπαιτοῦνται μέτρα ἐπὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ πεδίου. Ἡ κοινοποίησις αὕτη θὰ γίνῃται μετὰ ξὺ Ὑπουργείων Δικαιοσύνης τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν».

ΤΙΤΛΟΣ IV

Ἄρθρον 5.

1. Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον εἶναι ἀνοικτὸν πρὸς ὑπογραφήν ἀπὸ τὰ Κράτη Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ἅτινα ἔχουν ὑπογράψει τὴν Σύμβασιν. Θὰ ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἐγκρίσιν. Τὰ ἔγγραφα ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Τὸ πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ 90 ἡμέρας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καταθέσεως τοῦ τρίτου ἔγγραφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως.

3. Θὰ τίθεται δὲ ἐν ἰσχύϊ ἐναντι παντὸς Κράτους ἔχοντος ὑπογράψει τοῦτο καὶ ἐπικυρῶντος, ἀποδεχόμενου ἢ ἐγκρίνοντος αὐτὸ μεταγενεστέρως, 90 ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ ἔγγραφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως αὐτοῦ.

4. Οὐδὲν Κράτος μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης δύναται νὰ ἐπικυρώσῃ, ἀποδεχθῇ ἢ ἐγκρίνῃ τὸ παρὸν Πρωτόκολλον, χωρὶς ταυτοχρόνως νὰ ἐπικυρῇ ἢ νὰ ἔχῃ κατὰ τὸ παρελθὸν ἐπικυρώσει τὴν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 6.

1. Πᾶν Κράτος προσχωροῦν εἰς τὴν Σύμβασιν δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον μετὰ τὴν ἐν ἰσχύϊ θέσιν αὐτοῦ.

2. Ἡ προσχώρησις θὰ ἐνεργῇται διὰ τῆς παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης καταθέσεως ἔγγραφου προσχωρήσεως, τιθεμένης ἐν ἰσχύϊ 90 ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ ἔγγραφου τῆς.

Ἄρθρον 7.

1. Πᾶν Κράτος δύναται, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς ἢ τῆς καταθέσεως τοῦ ἔγγραφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ, νὰ καθορίσῃ τὸ ἔδαφος ἢ τὰ ἔδάφη ἐπὶ τῶν ὁποίων θὰ ἐφαρμόζεται τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

2. Πᾶν Κράτος δύναται, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς καταθέσεως τοῦ ἔγγραφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ, ἢ ὅποτεδήποτε ἐφ' ἑξῆς, νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, διὰ δηλώσεως πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἐπὶ παντὸς ἄλλου ἐδάφους καθοριζομένου ἐν τῇ δηλώσει, τὸ ὁποῖον ἐκπροσωπεῖ διεθνῶς, ἢ διὰ λογαριασμὸν τοῦ ὁποίου ἔχει τὴν ἱκανότητα νὰ συμβάλλῃται.

3. Πᾶσα δήλωσις γενομένη κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον θὰ δύναται νὰ ἀνκληθῇ, ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἐν τῇ τοιαύτῃ δηλώσει καθοριζόμενον ἔδαφος, διὰ γνωστοποιήσεως πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Ἡ ἀνὰ κλησις θὰ τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἐξ ἡμέρας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 8.

1. Αἱ ὑπὸ τινος Συμβαλλομένου Μέρους διατυπωθεῖσαι ἐπιφυλάξεις περὶ μίας διατάξεως τῆς Συμβάσεως θὰ ἰσχύουν ὁμοίως καὶ ἐπὶ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, ἐκτὸς ἐὰν τὸ Μέρος τοῦτο ἐκφράσῃ ἐναντίαν πρόθεσιν κατὰ τὴν ὑπογραφήν, ἢ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἔγγραφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρί-

σεως ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ. Τὸ αὐτὸ ἰσχύει καὶ διὰ τὰς κατὰ τὸ ἄρθρον 24 τῆς Συμβάσεως γενομένας δηλώσεις.

2. Πᾶν Κράτος δύναται, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς ἢ κατὰ τὴν στιγμὴν καταθέσεως τοῦ ἔγγραφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ, νὰ δηλώσῃ ὅτι ἐπιφυλάσσεται τοῦ δικαιώματός του:

α) νὰ μὴν ἀποδεχθῇ τὸν Τίτλον I, ἢ νὰ τὸν ἀποδεχθῇ μόνον ὅσον ἀφορᾷ ὠρισμένας παραβάσεις ἢ κατηγορίας παραβάσεων σκοπούμενας ὑπὸ τοῦ ἁρθρου 1, ἢ νὰ μὴν ἐκτελῇ τὰς δικαστικὰς παραγγελίας διὰ τὴν ἐρευναν ἢ κατ'ἀρχαίαν πρᾶγματων ἐπὶ ὑποθέσεων φορολογικῶν παραβάσεων,

β) νὰ μὴν ἀποδεχθῇ τὸν Τίτλον II

γ) νὰ μὴν ἀποδεχθῇ τὸν Τίτλον III.

3. Πᾶν Συμβαλλόμενον Κράτος τὸ ὁποῖον ἔχει διατυπώσῃ μίαν ἐπιφύλαξιν δυνάμει τῆς προηγουμένης παραγράφου, δύναται νὰ τὴν ἀποσύρῃ διὰ δηλώσεώς του πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, τιθεμένης ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς λήψεώς της.

4. Συμβαλλόμενον Μέρος ὅπερ ἔχει ἐφαρμόσει ἐπὶ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἐπιφύλαξιν διατυπωθεῖσαν ἐπὶ μίας διατάξεως τῆς Συμβάσεως, ἢ τὸ ὁποῖον ἔχει διατυπώσῃ ἐπιφύλαξιν ὡς πρὸς μίαν διατάξιν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, δὲν δύναται νὰ ἀπαιτῇ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς διατάξεως ταύτης ἀπὸ ἐν ἄλλο Συμβαλλόμενον Μέρους. Ἐν πάσῃ περιπτώσει δύναται, ἐὰν ἡ ἐπιφύλαξις εἶναι μερικὴ ἢ ὑπὸ ὁρους, νὰ ἀπαιτῇ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς διατάξεως ταύτης κατ' ὃ μὲτρον τὴν ἔχει ἀποδεχθῇ.

5. Οὐδεμία ἄλλη ἐπιφύλαξις εἶναι δεκτὴ ὡς πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Ἄρθρον 9.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου δὲν κωλύουν τοὺς λεπτομερεστέρους ἐκείνους κανόνας οἵτινες περιέχονται εἰς τὰς διμερεῖς ἢ πολυμερεῖς συμφωνίας τὰς συναφθεῖσας μετὰ ξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἁρθρου 26, παραγράφου 3, τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 10.

Ἡ Εὐρωπαϊκὴ Ἐπιτροπὴ Ποινικῶν Προβλημάτων τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ παρακολουθῇ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, καὶ θὰ διευκολύνῃ, ὅσον ἀπαιτεῖται, τὸν φιλικὸν διακανονισμὸν οἰσθήποτε δυσχερείας προκύπτουσας ἐκ τῆς ἐκτελέσεως τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Ἄρθρον 11.

1. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, ὅσον τὸ ἀφορᾷ, νὰ καταγγεῖλῃ τὸ παρὸν Πρωτόκολλον διὰ γνωστοποιήσεώς του πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ καταγγελία θὰ τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἐξ ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς σχετικῆς γνωστοποιήσεως ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

3. Ἡ καταγγελία τῆς Συμβάσεως συνεπάγεται αὐτομάτως τὴν καταγγελίαν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Ἄρθρον 12.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ γνωστοποιῇ εἰς τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου, καὶ εἰς πᾶν ἄλλο Κράτος ἔχον ὑπογράψει τὴν Σύμβασιν:

α) πᾶσαν ὑπογραφήν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου,

β) τὴν κατάθεσιν παντὸς ἔγγραφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως,

γ) πᾶσαν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 5 καὶ 6 αὐτοῦ,

δ) πᾶσαν δήλωσιν λαμβανομένην κατ' ἐφαρμογὴν τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ ἁρθρου 7,

ε) πᾶσαν δήλωσιν λαμβανομένην κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἁρθρου 8,

στ) πᾶσαν ἐπιφύλαξιν διατυπωμένην κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἀρθροῦ 8,

ζ) τὴν ἀνάκλησιν οἰασθῆποτε ἐπιφυλάξεως γενομένης κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἀρθροῦ 8, η) πᾶσαν γνωστοποίησιν λαμβανομένην κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἀρθροῦ 11 καὶ τὴν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς καταγγελίας.

Ἐφ' ᾧ οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐπὶ τούτῳ ἐντεταλμένοι, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον,

Ἐν Στρασβούργῳ, τὴν 17ην Μαρτίου 1978, εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ τὴν ἀγγλικήν, ἀμοιτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν, εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον, ὅπερ θέλει κατατεθῆ παρὰ τῇ ἀρχαίᾳ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ κοινοποιῇ κεκυρωμένα ἀντίγραφα πρὸς ὅλα τὰ ὑπογράφοντα καὶ προσχωροῦντα Κράτη.

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἀρχεται ἀπὸ τῆς δημοσίευσέως του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 4 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ εἰτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

(2)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 139

Περὶ ἐγκρίσεως συστάσεως εὐαγοῦς ἐκκλησιαστικοῦ ἱδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «**ΙΔΡΥΜΑ ΧΡΟΝΙΩΣ ΠΑΣΧΟΝΤΩΝ — Η ΠΛΑΤΥΤΕΡΑ**» καὶ κυρώσεως τοῦ Ὄργανισμοῦ αὐτοῦ.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψει:

1) Τὰς ὑπ' ἀριθμὸν 15023/4 Φεβρουαρίου 1980 καὶ 15744/24.9.1980 πράξεις τοῦ συμβολαιογράφου Κερκύρας Γεωργίου Ἰωάννου Ζωχιοῦ, δι' ὧν ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτου Κερκύρας καὶ Παξῶν Πολυκάρκου καὶ τῆς Μακρίνας θυγ. Σπυριδωνος ἡ Ἰωάννου Λαμπίρη, συνεστήθη ἐν Κερκύρᾳ εὐαγὲς ἐκκλησιαστικὸν ἱδρυμα ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «**ΙΔΡΥΜΑ ΧΡΟΝΙΩΣ ΠΑΣΧΟΝΤΩΝ—Η ΠΛΑΤΥΤΕΡΑ**», 2) τὰς διατάξεις τῶν ἀρθρῶν : α) 95 καὶ 98 τοῦ Α.Ν. 2039/1939 «περὶ τροποποιήσεως, συμπληρώσεως καὶ κωδικοποιήσεως τῶν νόμων περὶ ἐκκαθαρίσεως καὶ διοικήσεως τῶν εἰς τὸ Κράτος καὶ ὑπὲρ κοινωφελῶν σκοπῶν καταλειπομένων κληρονομιῶν, κληροδοσιῶν καὶ δωρεῶν, β) 101 καὶ 119 τοῦ Εἰσαγωγικοῦ Νόμου καὶ Ἀστικοῦ Κώδικος καὶ γ) 106 καὶ 110 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος, 3) τὰς διατάξεις τοῦ Ν. Δ/τος 162/1973 «περὶ μέτρων προστασίας τῶν ὑπερελλίων καὶ χρονίως πασχόντων ἀτόμων» καὶ τοῦ εἰς ἐκτέλεσιν αὐτοῦ ἐκδοθέντος Π. Δ/τος 631/1974 «περὶ τῶν προϋποθέσεων ἱδρύσεως καὶ λειτουργίας Ἰδιωτικῶν Οἰκῶν Εὐγηρίας καὶ Θεραπευτηρίων Χρονίων Παθήσεων, μὴ

κερδοσκοπικοῦ χαρακτήρος», 4) τὴν ὑπ' ἀριθ. Δ. 2652/66/20.5.1980 κοινήν ἀπόφασιν τῶν Πρωθυπουργοῦ καὶ Ὑπουργοῦ Οἰκονομικῶν «περὶ ἀναθέσεως ἀρμοδιοτήτων στοὺς Ὑφυπουργοὺς Οἰκονομικῶν», (ΦΕΚ 497/Β'/28.5.1980) καὶ 5) τὴν ἀπὸ 17.4.1980 σύμφωνον γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐθν. Κληροδοτημάτων, προτάσει τῶν Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν καὶ Ὑφυπουργοῦ Οἰκονομικῶν, ἀποφασίζομεν :

Ἄρθρον μόνον.

1. Ἐγκρίνομεν τὴν σύστασιν τοῦ εὐαγοῦς ἐκκλησιαστικοῦ ἱδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «**ΙΔΡΥΜΑ ΧΡΟΝΙΩΣ ΠΑΣΧΟΝΤΩΝ — Η ΠΛΑΤΥΤΕΡΑ**», γενομένην ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτη Κερκύρας καὶ Παξῶν Πολυκάρπου καὶ τῆς Μακρίνας θυγ. Σπυρ. Λαμπίρη διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 15023/4.2.1980 καὶ 15744/24.9.1980 πράξεων τοῦ Συμβολαιογράφου Κερκύρας Γεωργίου Ἰωάννου Ζωχιοῦ.

Τὸ Ἴδρυμα τοῦτο, ὅπερ ἀποτελεῖ Νομικὸν Πρόσωπον Ἰδιωτικοῦ Δικαίου, τελεῖ ὑπὸ τὴν ἐποπτείαν καὶ τὸν ἔλεγχον τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν, διεπόμενον ὑπὸ τῆς προρρηθείσης συστατικῆς πράξεως, τοῦ Ὄργανισμοῦ τούτου, τοῦ Α.Ν. 2039/39, ὡς οὗτος ἐκάστοτε ἰσχύει καὶ τῶν εἰς ἐκτέλεσιν τούτου ἐκδοθέντων καὶ ἐκδοθησομένων Διαταγμάτων.

2. Κυροῦμεν τὸν Ὄργανισμὸν διοικήσεως καὶ διαχειρίσεως τοῦ Ἰδρύματος τούτου, ἐξ ἀρθρῶν δέκα ἕξ (16) καταχωρίζομενον κατωτέρω.

Εἰς τοὺς αὐτοὺς Ὑπουργὸν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν καὶ Ὑφυπουργὸν Οἰκονομικῶν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ

ΠΑΝΑΓΙΩΤΗΣ ΜΠΟΚΟΒΟΣ

ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΔΟΣΙΑΔΗΣ

ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΣ

Διοικήσεως καὶ διαχειρίσεως τοῦ εὐαγοῦς Ἐκκλησιαστικοῦ Ἰδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «**ΙΔΡΥΜΑ ΧΡΟΝΙΩΣ ΠΑΣΧΟΝΤΩΝ—Η ΠΛΑΤΥΤΕΡΑ**».

Ἄρθρον 1.

Μορφή-Ἐπωνυμία-Ἐδρα-Σφραγίς.

1. Τό, διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 15023/4.2.1980 καὶ 15744/24.9.1980 πράξεων τοῦ συμβολαιογράφου Κερκύρας Γεωργίου Ἰωάννου Ζωχιοῦ, συσταθέν, παρὰ τῇ Ἱερᾷ Μητροπόλει Κερκύρας καὶ Παξῶν, Εὐαγὲς Ἐκκλησιαστικὸν Ἴδρυμα ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «**ΙΔΡΥΜΑ ΧΡΟΝΙΩΣ ΠΑΣΧΟΝΤΩΝ—Η ΠΛΑΤΥΤΕΡΑ**», ἀποτελεῖ Νομικὸν Πρόσωπον Ἰδιωτικοῦ Δικαίου, ἀπολαμβάνον διοικητικῆς καὶ οἰκονομικῆς αὐτοτελείας καὶ διεπόμενον ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς ὡς ἄνω ἱδρυτικῆς πράξεως, τῶν ἀρθρῶν 186 καὶ ἐπόμενα τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος, τοῦ Α.Ν. 2039/1939, ὡς οὗτος ἐκάστοτε ἰσχύει, τῶν εἰς ἐκτέλεσιν τούτου ἐκδοθέντων καὶ ἐκδοθησομένων Διαταγμάτων καὶ τοῦ παρόντος Ὄργανισμοῦ.

2. Ἐδρα τοῦ ἱδρύματος ὀρίζεται ἡ πόλις τῆς Κερκύρας.

3. Ἡ σφραγίς τοῦ ἱδρύματος εἶναι κυκλική, διαμέτρου πέντε ἑκατοστῶν ἀναγράφουσα περιμετρικῶς τὰς λέξεις «**ΙΔΡΥΜΑ ΧΡΟΝΙΩΣ ΠΑΣΧΟΝΤΩΝ — Η ΠΛΑΤΥΤΕΡΑ**», εἰς τὸ κέντρον δὲ τὸ ἔτος ἐγκρίσεως τῆς συστάσεως τούτου (1980).

"Αρθρον 2.

Σκοπός.

1. Σκοπός του ιδρύματος είναι η αντίληψις και προστασία χρονίως πασχόντων εκ διαφόρων νοσημάτων ή εκ γεροντικής αδυναμίας, ιδία κατοίκων κατά προτίμησιν της περιφέρειας της 'Ιερᾶς Μητροπόλεως Κερκύρας και Παξῶν, διά της παροχῆς στέγης, τροφῆς, ιατροφαρμακευτικῆς περιθαλψέως καθὼς και μερίμνης διὰ τὴν νοσοκομειακὴν περίθαλψιν κ.λπ., ἀναλόγως πρὸς τὰς ἀνάγκας τῶν προσώπων τούτων και τὰς ἐκάστοτε ὑφισταμένας δυνατότητας τοῦ ιδρύματος.

2. Τὰ τῆς εἰσαγωγῆς και παραμονῆς εἰς τὸ ἱδρυμα τῶν ἐχόντων πρὸς τοῦτο ἀνάγκην, ὡς και τῶν ἀπαραιτήτων σχετικῶν προϋποθέσεων δι' αὐτάς (εἰσαγωγὴν κ.λπ.), ρυθμισθῇσονται διὰ πράξεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου αὐτοῦ.

"Αρθρον 3.

Περιουσία-Πόροι.

1. Περιουσίαν τοῦ ιδρύματος ἀποτελεῖ: α) τὸ, ἐν τῇ πόλει τῆς Κερκύρας και παρὰ τὴν 'Ιερὰν Μονὴν Πλατυτέρας, κείμενον ἀκίνητον μετὰ τοῦ ἡμιτελοῦς ἐν αὐτῷ κτίσματος, ἀνήκον εἰς τὴν 'Ιερὰν Μητρόπολιν Κερκύρας και Παξῶν, ὡς περιελθὼν αὐτῇ διὰ δωρεᾶς, δυνάμει τοῦ ὑπ' ἀριθ. 28346/29.8.72 συμβολαίου τοῦ Συμβολαιογράφου Κερκύρας 'Αθανασίου Βραχλιώτη, νομίμως μεταγραφέντος ἐν τοῖς βιβλίοις Μεταγραφῶν τοῦ 'Υποθηκοφυλακείου Κερκύρας, τὴν 14ην 'Ιανουαρίου 1980, ἐν τόμῳ 423φ και ὑπ' αὐξ. ἀριθ. 32079, ὅπερ θέλει μεταβιβασθῇ εἰς τὸ ἱδρυμα μετὰ τὴν ἀναγνώρισιν τῆς προσωπικότητός του και θέλει χρησιμοποιηθῇ διὰ τὴν στέγασιν τοῦ ιδρύματος.

β) Τὰ ἐξῆς περιουσιακὰ στοιχεῖα τῆς ἐκ τῶν ιδρυτῶν Μακρίνας θυγ. Σπυρίδωνος ἢ 'Ιωάννου Λαμπέρη, τὰ ὅποια θέλουσι μεταβιβασθῇ εἰς τὸ ἱδρυμα μετὰ τὴν ἀναγνώρισιν του: 1) Διαμέρισμα δύο δωματίων και λοιπῶν βοηθητικῶν χώρων ἐπὶ τῆς Λεωφόρου 'Αλεξάνδρας ἀριθμὸς 213 τέρμα Θῶν 'Αθηνῶν, με ἀριθ. διαμερίσματος 28 τοῦ πέμπτου ὁρόφου ἐπὶ προσόψεως, τοῦ περιελθόντος εἰς αὐτὴν ἐξ ἀγορᾶς δυνάμει τοῦ ὑπ' ἀριθ. 14219 τῆς 13.6.1957 ἀγοραπωλητηρίου συμβολαίου τοῦ συμβολαιογράφου 'Αθηνῶν 'Ιωάννου Κούγκουλου, νομίμως μεταγραφέντος τὴν 15 'Ιουνίου 1957 ἔτους, ἐν τόμῳ 1740 και ὑπ' αὐξ. ἀριθμὸν 223. 2) Διαμέρισμα δύο δωματίων και λοιπῶν βοηθητικῶν χώρων ὑπὸ στοιχείον Γ-3 τοῦ τρίτου ὁρόφου ἐπὶ τῆς ὁδοῦ 28ης 'Οκτωβρίου και Φερρῶν (γωνία) ἀριθμὸς 71 'Αθηνῶν, τοῦ περιελθόντος εἰς αὐτὴν ἐξ ἀγορᾶς, δυνάμει τοῦ ὑπ' ἀριθ. 25819 τῆς 15.3.1958 ἀγοραπωλητηρίου συμβολαίου τοῦ Συμ/φου 'Αθηνῶν 'Ιωάννου 'Αναστασίου, νομίμως μεταγραφέντος ἐν τοῖς βιβλίοις μεταγραφῶν τοῦ 'Υποθηκοφυλακείου 'Αθηνῶν τὴν 20ην Μαρτίου 1958 ἔτους, ἐν τόμῳ 1781 και ὑπ' αὐξ. ἀριθ. 34.

2. Πόροι τοῦ ιδρύματος εἶναι:

α) Τὰ ἐκ τῆς ἐκμισθώσεως τῶν δύο (2) ἐν 'Αθήναις διαμερισμάτων του προερχόμενα εἰσοδήματα.

β) Τὰ ἐν τοῖς προϋπολογισμοῖς τῶν 'Ιερῶν Ναῶν και Μονῶν και 'Ιερῶν προσκυνημάτων τῆς 'Ιερᾶς Μητροπόλεως ἀναγραφόμενα κονδύλια.

γ) Πᾶσα ἐπιχορήγησις ὑπὲρ αὐτοῦ ἐκ μέρους τοῦ Κράτους ἢ Δήμων και Κοινοτήτων.

δ) Προαιρετικαὶ εἰσφοραὶ, τακτικαὶ συνδρομαὶ και δωρεαὶ φυσικῶν και νομικῶν προσώπων Δημοσίου και 'Ιδιωτικοῦ Δικαίου.

ε) Προϊὸν ἐκ περιφορᾶς δίσκου ἢ ἐξ ἐράνων, διενεργουμένων συμφωνίως πρὸς τὰς κειμένας διατάξεις.

στ) Κληρονομίαι, κληροδοσίαι ἢ και ἀφιερώματα ἐκ μέρους παντὸς τρίτου ὑπὲρ αὐτοῦ.

ζ) Οἱ τόκοι ἐκ καταθέσεων τῶν χρημάτων κ.λπ. τοῦ ιδρύματος ὡς και πᾶσα ἑτέρα πρόσδοδος μὴ κατονομαζομένη ἐν τῷ παρόντι.

Οἱ πόροι τοῦ ιδρύματος διατίθενται ἀποκλειστικῶς πρὸς ἐκπλήρωσιν τοῦ διὰ τοῦ παρόντος τασσομένου σκοποῦ αὐτοῦ.

"Αρθρον 4.

Διοικήσεις.

1. Τὸ ἱδρυμα διοικεῖται ὑπὸ ἐπταμελοῦς Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀποτελουμένου: 'Εκ τοῦ Σεβασμιωτάτου Μητροπολίτου Κερκύρας και Παξῶν, ὡς Προέδρου, τοῦ Καθηγουμένου τῆς 'Ιερᾶς Μονῆς 'Υπεραγίας Θεοτόκου Πλατυτέρας, τῆς ἰδρυτριάς και δωρητριάς Μακρίνας Λαμπέρη, τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Κέντρου Κοινωνικῆς Πολιτικῆς τῆς Νομαρχίας Κερκύρας ἢ ἐν καταργήσει του τοῦ Προϊσταμένου τῆς δημιουργηθησομένης ἀντιστοίχου ὑπηρεσίας, και ἐκ τριῶν ἐτέρων μελῶν, ἐξ ὧν τὸ ἐν θὰ εἶναι εἰς τῶν ἐφημερίων οἰουδὴποτε ἐκ τῶν 'Ιερῶν Ναῶν τῆς πόλεως, ἐκλεγόμενων ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτου και διοριζόμενων κατὰ τὰς σχετικὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 2039/1939, ὡς οὗτος ἐκάστοτε ἰσχύει, διὰ μίαν τριετίαν, μετὰ τὸ πέρασ τῆς ὁποίας, θὰ δύνανται νὰ ἀντικατασταθοῦν.

2. Εἰς περίπτωσιν ἀποποιήσεως, παραιτήσεως, ἀνικανότητος, ἐκπτώσεως, θανάτου κ.λπ. μέλους τινὸς τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἀκολουθεῖται ἡ διδαδικασία ἀντικαταστάσεως ἢ διαγραφομένη ὑπὸ τῶν διατάξεων τῶν ἀρθρων 99 και 86 τοῦ Α.Ν. 2039/1939.

3. 'Απαντα τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, προσφέρουν τὰς ὑπηρεσίας των ἀμισθί.

4. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ 'Ιδρύματος, κατὰ τὴν πρώτην αὐτοῦ συνεδρίασιν ἐκλέγει ἐκ τῶν μελῶν του τὸν Ταμίαν και τὸν Γραμματέα αὐτοῦ. Τὸν Πρόεδρον, ἀπόντα ἢ κωλυόμενον, ἀναπληροῖ ὁ νόμιμος αὐτοῦ ἀναπληρωτής, τὸν δὲ Καθηγουμένον τῆς 'Ιερᾶς Μονῆς Γ.Θ. Πλατυτέρας, τὸ ὑπ' αὐτοῦ ὀριζόμενον μέλος τοῦ 'Ηγουμενοσυμβουλίου.

"Αρθρον 5.

Τρόπος λειτουργίας Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

1. Τὸ Διοικ. Συμβούλιον συνεδριάζει τακτικῶς μὲν ἅπαξ τοῦ μηνός, ἐκτάκτως δὲ τῇ προσκλήσει τοῦ Προέδρου αὐτοῦ.

2. Τὸ Διοικ. Συμβούλιον εὐρίσκεται ἐν ἀπαρτίᾳ παρισταμένων τεσσάρων τουλάχιστον ἐκ τῶν μελῶν του.

3. Αἱ ἀποφάσεις τοῦ Συμβουλίου λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν τῶν παρισταμένων, ἐν ἀπαρτίᾳ, κατὰ τὴν συνεδρίασιν μελῶν του. 'Εν περιπτώσει ἰσοψηφίας ὑπερισχύει ἡ ἀποψις ὑπὲρ ἧς τάσσεται ὁ προεδρεύων.

4. Τὸ ἱδρυμα ἐκπροσωπεῖται ἐνώπιον πάσης 'Αρχῆς ἢ τῶν Δικαστηρίων ὑπὸ τοῦ Προέδρου ἢ ὑπὸ τοῦ, παρὰ τοῦ Διοικ. Συμβουλίου, ὀριζόμενου ἐπὶ τούτῳ μέλους αὐτοῦ.

"Αρθρον 6.

'Αρμοδιότητες Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον: α) Διοικεῖ τὸ ἱδρυμα, διαχειρίζεται δὲ τὴν περιουσίαν και τοὺς πόρους αὐτοῦ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 2039/1939 και τῶν εἰς ἐκτέλεσιν αὐτοῦ ἐκδοθέντων Διαταγμάτων και τοῦ παρόντος 'Οργανισμοῦ, β) συντάσσει και τροποποιεῖ τὸν 'Εσωτερικὸν Κανονισμὸν τοῦ ιδρύματος και γενικῶς ἀποφασίζει περὶ παντὸς ἐν γένει θέματος ἀφορῶντος εἰς τὴν ὀργάνωσιν και λειτουργίαν τοῦ ιδρύματος, γ) καταρτίζει και ψηφίζει κατ' ἔτος τὸν προϋπολογισμὸν και ἀπολογισμὸν τοῦ ιδρύματος, οἷτινες ὑπαβάλλονται πρὸς ἐγκρίσιν εἰς τὸν 'Υπουργὸν τῶν Οἰκονομικῶν ἢ τὸν Νομάρχην, κατὰ τὰς διακρίσεις τῆς παρ. 3 τοῦ ἀρθρου 18 τοῦ Π.Δ/τος 636/1977 «περὶ διαρθρώσεως τοῦ 'Υπουργείου Οἰκονομικῶν και 'Οργανισμοῦ τῶν 'Υπηρεσιῶν αὐτοῦ», ὡς και τὸν ἰσολογισμὸν αὐτοῦ, δ) ἀποφασίζει περὶ ἀποδοχῆς ἢ ἀποποιήσεως κληρονομιῶν, κληροδοσιῶν και δωρεῶν και περὶ ἀνακηρύξεως εὐεργετῶν και δωρητῶν τοῦ ιδρύματος, ε) μεριμνᾷ διὰ τὴν ἐπωφελεστέραν διάθεσιν ἢ ἀξιοπώλησιν τῶν πόρων ἢ τῶν περιουσιακῶν στοιχείων τοῦ ιδρύματος, σύμφωνα με τὰς διατάξεις τοῦ Ν. 455/1976, στ) ἀποφασίζει περὶ τῆς προσλήψεως τοῦ ἀναγκαιούντος προσωπικοῦ, αἱ θέσεις και αἱ εἰδικότητες τοῦ ὁποῖου

προβλέπονται υπό τῶν διατάξεων τοῦ Π. Δ/τος 631/1974 ἐφ' ὅσον ὑφίσταται ἐγγεγραμμένη σχετική πίστωση, εἰς τὸν ἐγκεκριμένον, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος, προϋπολογισμὸν τοῦ ἰδρύματος, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ἐφαρμογῆς ἐκάστοτε ἰσχυουσῶν συλλογικῶν συμβάσεων, ὡς καὶ τῆς ἰσχύουσας ἐργατικῆς νομοθεσίας, ζ) διορίζει τοὺς πληρεξουσίους δικηγόρους τοῦ ἰδρύματος καὶ γενικῶς λαμβάνει πᾶν πρόσφορον μέτρον διὰ τὴν καλλιτέραν ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ τοῦ ἰδρύματος.

Ἄρθρον 7.

Καθήκοντα Προέδρου.

Ὁ Πρόεδρος τοῦ Διοικ. Συμβουλίου : α) Ἀσκεῖ τὴν ἐποπτεῖαν ἐπὶ τῆς καθόλου λειτουργίας τοῦ ἰδρύματος, β) ἀναθέτει τὸν ἑλεγχον εἰς ἐπὶ τούτῳ ὀριζόμενα πρόσωπα, γ) μελετᾷ καὶ ἀποφασίζει τὰ ληπτέα μέτρα διὰ τὴν ὑλικὴν ἐνίσχυσιν, ἀρτιωτέραν ὀργάνωσιν καὶ εὐόδωσιν τῶν σκοπῶν τοῦ ἰδρύματος, δ) ἀποφασίζει τὴν εἰσαγωγὴν τροφίμων εἰς τὸ ἱδρυμα, ε) καθορίζει τὰς ἐργασίας τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, καταρτίζει τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῶν θεμάτων τῶν συνεδριῶν, ὑπογράφει τὴν ἐν γένει ἀλληλογραφίαν τοῦ ἰδρύματος, εἰσηγεῖται ἐπὶ ὅλων τῶν θεμάτων ἣ ὀρίζει εἰσηγητὰς, στ) συντονίζει τὴν ἐρευναν καὶ ὀρίζει τὰς προϋποθέσεις διὰ τὴν εἰσαγωγὴν τῶν τροφίμων ὡς καὶ διὰ τὴν πρόσληψιν τοῦ ὑπαλλήλικου προσωπικοῦ, μισθωτοῦ ἢ μὴ, εἰσηγούμενος πάντοτε εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

Ἄρθρον 8.

Καθήκοντα Ταμίου-Λογιστοῦ.

1. Ὁ Ταμίας εἰσπράττει, βάσει διπλοτύπων ἀποδείξεων, πᾶσαν προσφορὰν καὶ καταβάλλει πᾶσαν προκύπτουσαν χρηματικὴν δαπάνην, ἀφορῶσαν τὰς ἀνάγκας τοῦ ἰδρύματος, βάσει νομίμων δικαιολογητικῶν. Ἄπαντα τ' ἀνωτέρω ἀποδεικτικά στοιχεῖα ὀφείλει νὰ παραδίδῃ εἰς τὸν Λογιστὴν τοῦ ἰδρύματος τὸ πρῶτον δεκαήμερον τοῦ ἐπομένου μηνὸς ἵνα καταχωρῶνται ταῦτα εἰς τὰ ὑπὸ τοῦ ἰδρύματος τηρούμενα λογιστικὰ βιβλία.

2. Ἡ λογιστικὴ ὑπηρεσία τοῦ ἰδρύματος, διεξάγεται ὑπὸ ὑπαλλήλων, ὀριζομένων ὑπὸ τοῦ Διοικ. Συμβουλίου. Ὁ Λογιστὴς τηρεῖ τὰ λογιστικὰ βιβλία τοῦ ἰδρύματος καὶ ἐκδίδει, ἐντολῇ τοῦ Προέδρου, τὰ γραμμάτια εἰσπράξεων καὶ τὰ ἐντάλματα πληρωμῶν.

Ἄρθρον 9.

Καθήκοντα Γραμματέως.

1. Ὁ Γραμματεὺς τοῦ ἰδρύματος συντάσσει τὰ πρακτικὰ τῶν συνεδριάσεων τοῦ Διοικ. Συμβουλίου, ἐποπτεύει τῆς τηρήσεως ἐκ μέρους τοῦ ἀρμοδίου ὑπαλλήλου τοῦ ἰδρύματος τοῦ σχετικοῦ μητρώου τῶν ὠφελουμένων ἐκ τοῦ ἰδρύματος προσώπων καὶ παρακολουθεῖ τὸ πρωτόκολλον ἀλληλογραφίας, τηρούμενον ὑπὸ τῆς Γραμματείας τοῦ ἰδρύματος.

2. Τὰ λοιπὰ μέλη τοῦ Διοικ. Συμβουλίου ἀναλαμβάνουν ὑποχρεώσεις σχετικὰς πρὸς τοὺς σκοποὺς τοῦ ἰδρύματος καὶ ἀναλόγους πρὸς τὰς ἐν τῇ κοινωνίᾳ θέσεις των καὶ τὸ ἐπαγγέλμα των, ἀποφάσσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 10.

Οἰκονομικὴ διαχείρισις.

1. Ἡ οἰκονομικὴ διαχείρισις τοῦ ἰδρύματος ἐνεργεῖται βάσει προϋπολογισμοῦ καὶ ἀπολογισμοῦ ἐσόδων καὶ ἐξόδων, καταρτιζομένων κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 2039/39,

ὡς οὗτος ἐκάστοτε ἰσχύει καὶ τῶν βάσει αὐτοῦ ἐκδοθέντων καὶ ἐκδοθησομένων Διαταγμάτων.

2. Τὸ οἶκον. ἔτος ἄρχεται τὴν πρώτην (1ην) Ἰανουαρίου ἐκάστου ἔτους καὶ λήγει τὴν τριακοστὴν πρώτην (31ην) Δεκεμβρίου τοῦ ἰδίου ἔτους.

3. Τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἐκάστου ἔτους καταρτίζεται καὶ ψηφίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικ. Συμβουλίου τοῦ ἰδρύματος ὁ προϋπολογισμὸς ἐσόδων καὶ ἐξόδων αὐτοῦ διὰ τὸ ἐπόμενο ἔτος, ἐντὸς δὲ δύο μηνῶν ἀπὸ τῆς λήξεως ἐκάστου ἔτους, συντάσσει τὸν ἀπολογισμὸν καὶ τὸν ἰσολογισμὸν τῆς ληξάσης χρήσεως καὶ ὑποβάλλει τούτους ὑπὸ τὸν ἑλεγχον τῶν ἀρμοδίων οἰκονομικῶν φορέων, οἵτινες ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἐξετάζουν τὰ βιβλία καὶ πάντα τὰ δικαιολογητικὰ τῆς διαχειρίσεως καὶ νὰ ὑποβάλλουν τὴν ἐκθεσὶν των εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

Ἄρθρον 11.

Τηρούμενα βιβλία.

1. Ὑπὸ τοῦ ἰδρύματος τηροῦνται ὑποχρεωτικῶς τὰ κάτωθι βιβλία καὶ στοιχεῖα : α) Βιβλίον εἰσερχομένων καὶ ἀξερχομένων ἐγγράφων (πρωτόκολλον) εἰς ὃ καταχωροῦνται συνοπτικῶς καὶ κατὰ χρονολογικὴν σειρὰν πάντα τὰ εἰσερχόμενα καὶ ἐξερχόμενα ἐγγράφα, β) βιβλίον πρακτικῶν τῶν συνεδριάσεων τοῦ Διοικ. Συμβουλίου, γ) βιβλίον λογιστικῆς παρακολουθήσεως, εἰς ὃ καταχωρίζονται ἀνελλιπῶς καὶ κατὰ χρονολογικὴν σειρὰν, μετὰ τῆς δεούσης λογιστικῆς τάξεως, τὰ κατὰ τὴν διαχείρισιν ἐκάστου οἴκον. ἔτους πραγματοποιούμενα ἔσοδα καὶ ἔξοδα, δ) στελέχη διπλοτύπων εἰσπράξεων καὶ ἐνταλμάτων πληρωμῆς ἡριθμημένα εἰς ἕκαστον φύλλον αὐτῶν εἰς συνεχῇ αὐξοῦσα ἀριθμὸν, τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν φύλλων ἐκάστου στελέχους βεβαιουμένου ὀλογράφως καὶ ἀριθμητικῶς διὰ πράξεως τοῦ Προέδρου τοῦ Διοικ. Συμβουλίου εἰς τὴν τελευταίαν σελίδα τοῦ τελευταίου φύλλου.

2. Ἐκτὸς τῶν ἀνωτέρω, ὑποχρεωτικῶς τηρουμένων βιβλίων καὶ στοιχείων, τὸ Διοικ. Συμβούλιον δύναται νὰ ἀποφασίζει περὶ τῆς τηρήσεως καὶ ἐτέρων βιβλίων ἢ στοιχείων, ἅτινα, κατὰ τὴν κρίσιν του, ἠθελον θεωρηθῇ ἀναγκαῖα διὰ τὴν παρακολούθησιν τῆς διαχειρίσεως τῆς περιουσίας τοῦ ἰδρύματος καὶ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ σκοποῦ αὐτοῦ.

Ἄρθρον 12.

Δωρηταὶ-Εὐεργεταὶ-Ἱδρυταί.

1. Τὸ Διοικ. Συμβούλιον τοῦ ἰδρύματος ἀνακηρύσσει ὑποχρεωτικῶς : α) Δωρητὰς τοὺς προσφέροντας εἴκοσι χιλιάδας ἕως ἑκατὸν πενήντα χιλιάδας δραχμὰς, β) Εὐεργέτας τοὺς προσφέροντας ἀπὸ ἑκατὸν πενήντα χιλιάδας μία ἕως πεντακοσίας χιλιάδας δραχμὰς, γ) Μεγάλους εὐεργέτας τοὺς προσφέροντας ἀπὸ πεντακοσίας χιλιάδας μία ἕως ἐν ἑκατομμύριον δρχ., δ) Ἱδρυτὰς τοὺς προσφέροντας ἄνω τοῦ ἐνὸς ἑκατομμυρίου δραχμῶν.

2. Τὰ ὀνόματα τῶν Ἱδρυτῶν, Μεγάλων Εὐεργετῶν, Εὐεργετῶν καὶ Δωρητῶν ἀναγράφονται εἰς εἰδικὰς μαρμαρίνας πλάκας ἀναρτωμένας εἰς κατάλληλον καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει, εἰς περίοπτον ἐν τῇ κτιρίῳ τοῦ ἰδρύματος χώρῳ.

Ἄρθρον 13.

Τύχη περιουσίας.

Ἡ περιουσία τοῦ ἰδρύματος εἰς περίπτωσιν καταργήσεως αὐτοῦ, περιέρχεται εἰς ἕτερον κοινωφελὲς ἱδρυμα, παρεμφορὸς σκοποῦ ἐδρεῦον ἐν Κερκίρᾳ ἢ Παξοῦς, ὑποδει-

κινούμενον παρὰ τῆς Ἱερᾶς Μητροπόλεως Κερκύρας καὶ Παξῶν.

Ἄρθρον 14.

Τροποποιήσις Ὁργανισμοῦ.

Ὁ παρὼν Ὁργανισμὸς δύναται νὰ τροποποιηθῇ ἢ συμπληρωθῇ δι' ἀποφάσεως τοῦ Διοικ. Συμβουλίου λαμβανομένης ἐκ τῶν πέντε ἐβδόμων (5/7) τοῦ ὅλου ἀριθμοῦ τῶν μελῶν αὐτοῦ καὶ ἐγκρινομένης διὰ Π. Δ/τος συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 110 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος, τηρουμένης τῆς διαδικασίας τοῦ ἀρθροῦ 98 τοῦ Α.Ν. 2039/1939.

Ἄρθρον 15.

Ἑσωτερικὸς Κανονισμὸς.

Τὰ τῆς ἐσωτερικῆς λειτουργίας τοῦ ἱδρύματος, τοῦ διαιτολογίου καὶ τῆς παρεχομένης πρὸς τοὺς περιθαλπομένους ἱατροφαρμακευτικῆς κ.λπ. περιθάλψεως ρυθμίζονται δι' ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ, συντασσομένου ὑπὸ τῆς διοικήσεως τοῦ ἱδρύματος ἐγκρινομένου δι' ἀποφάσεως τοῦ οὐκείου Νομάρχου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 162/1973.

Ἄρθρον 16.

Πᾶν θέμα ἀνακύπτον κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος καὶ μὴ ρητῶς προβλεπόμενον ὑπ' αὐτοῦ, ρυθμίζεται δι' ἀποφάσεως τοῦ Διοικ. Συμβουλίου.